

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Des propositions seront finalisées vers le mois de mai

Des propositions concrètes visant l'amélioration de l'environnement des affaires en Algérie seront finalisées d'ici le mois de mai 2013.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Devant être maturées au niveau de onze commissions spécialisées, représentatives de l'establishment économique, institutionnel et opérationnel, ces propositions devraient contribuer à améliorer le climat d'affaires en Algérie.

Un climat que le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIPMPEPI), Chérif Rahmani, avait même reconnu «peu favorable», tout en exprimant la volonté gouvernementale d'œuvrer à faciliter l'acte d'investir et d'entreprendre, stimuler la relance industrielle, et par-delà d'améliorer le

classement Doing Business de la Banque mondiale de l'Algérie, classée 153^e à l'échelle mondiale sur plus de 180 économies.

Concrétisée par la mise en place dimanche dernier d'un comité ad hoc, cette volonté a été accueillie avec satisfaction par les responsables d'associations et organisations patronales nationales, présents hier à l'hôtel El Aurassi à l'occasion de la signature d'une convention de partenariat spécifique et opérationnel entre l'Agence nationale du développement de la PME et l'opérateur de téléphonie mobile Wataniya Telecom Algérie (WTA-Nedjma). A charge, cependant, d'une réacti-



Un climat que Chérif Rahmani trouve peu favorable.

tivité, d'une implication réelles tant des entreprises que de l'administration, comme le relèvera le pré-

sident du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, au-delà des autres considérations mises en avant par d'autres dirigeants économiques.

Comme il s'agit de stimuler la créativité, l'innovation et l'intégration des technologies de l'information et de la communication, des critères déterminants au demeurant pour l'amélioration du climat d'affaires.

Et c'est dans ce cadre que l'ANDPME, qui relève du MIPMPEPI, et Nedjma ont signé une convention établissant un Partenariat sur l'innovation et le soutien technologique aux entre-

prises (Piste). Voulu «stratégique» et modèle de synergie entre les secteurs publics et privés, ce partenariat porte sur le soutien tant des entreprises naissantes et innovantes que des entreprises existantes engagées dans un processus de modernisation, en matière de formation, consulting et coaching ainsi que la mise à disposition de plateformes de services de télécommunication et d'applications.

A ce titre, Nedjma s'engage à développer l'offre de services, de plateformes et applications technologiques, en participant à l'identification des entreprises, l'incubation de projets des jeunes, la réduction des coûts d'équipement, l'amélioration de la compétitivité et la création de valeur ajoutée et d'emplois.

Voire le développement d'un «made in Algérie» dans le domaine technologique et numérique, la promotion de l'e-économie et du e-commerce. Notons que ce partenariat bénéficiera d'un financement «au fur et à mesure», dira Chérif Rahmani, dans le contexte où l'ANDPME, en charge d'un programme de modernisation des PME qui est doté de 386 milliards de dinars, est appelée à développer une démarche de proximité et rapprochement avec les entreprises.

C. B.

GÉNÉRALISATION DES TIC DANS LE SUD

Nedjma s'implique

L'opérateur de téléphonie mobile Wataniya Telecom Algérie (WTA-Nedjma) compte participer au programme de généralisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les régions du sud du pays. C'est ce que le directeur général de Nedjma, Joseph Ged, a indiqué hier à l'hôtel El Aurassi, formulant la volonté de son entreprise à développer le made-in algérien dans le domaine des TIC. Mais aussi l'adhésion de WTA au programme national lancé par l'exécutif et visant le désenclavement numérique des habitants du sud du pays en termes d'accès à l'Internet, diversification de l'offre de télécommunications, amélioration de la créativité entrepreneuriale et développement socioéconomique effectif.

A ce titre, l'opérateur est disposé à accompagner les start-up, les entreprises et les utilisateurs des TIC en leur fournissant des solutions et applications technologiques et numériques.

C. B.

RÉALISATION DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Des formateurs bénéficieront de l'expérience de l'entreprise chinoise CSCEC

La présence en force en Algérie de l'entreprise chinoise (CSCEC) profitera à des formateurs du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Ces derniers, issus d'établissements du territoire national, bénéficieront au cours des 42 mois, nécessaires à la réalisation de la Grande mosquée d'Alger, de sessions de formation qui seront animées par des techniciens chinois.

F.-Zohra B. - Alger (Le soir) - Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels en partenariat avec l'entreprise chinoise chargée de la réalisation de la Grande mosquée d'Alger (C.S.C.E.C), lance un programme de formation destiné aux formateurs du secteur de la branche bâtiment et travaux publics, dans le but de bénéficier de l'expérience du partenaire chinois, chargé de cet ouvrage. Le projet concerne les ingénieurs, architectes et techniciens supérieurs des BTP, les professionnels spécialisés de formation et d'enseignement professionnels et les professeurs du secteur. Il s'agira ainsi de prendre en charge, lors de cette session

de formation, les formateurs au niveau du site du projet de la grande mosquée et de l'Institut de formation et d'enseignement professionnels de Birkhadem. Ceci pour un échange technique et technologique. Le programme de cette session concerne 976 participants issus de 48 wilayas. La formation en question s'étalera sur 42 mois, soit la période nécessaire à la construction de la grande mosquée. Les cycles se dérouleront en groupes, avec pour la session de départ, 40 enseignants et enseignantes.

Ceci à travers la formation théorique et technique dans les ateliers de construction où les formateurs prendront connaissance

des différentes techniques utilisées. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels dira pour sa part qu'il s'agit d'un projet symbolique et important pour le secteur. «Il s'agit de faire de la formation professionnelle, un outil pour répondre aux besoins de l'économie et des grands chantiers et projets.

Il faut accompagner les grands chantiers qui concernent le développement du pays. Il s'agira aussi de l'amélioration constante du contenu et du niveau de la formation.

Notre préoccupation est également d'assurer à tout moment, une adéquation entre les formations dispensées et les besoins de l'économie pour faciliter l'employabilité des jeunes», a déclaré le ministre, notant aussi qu'il faut donner les moyens à travers les partenariats avec les secteurs stratégiques dont les entreprises et les secteurs ministériels, pour définir les besoins de l'économie natio-

nale et les spécialités demandées. «La nouveauté est que l'entreprise chinoise accepte de s'ouvrir à nos formateurs. Nous allons bénéficier des experts de cette entreprise. Nous transmettrons ces connaissances à nos jeunes et à nos stagiaires.

Toutes les entreprises chinoises dans le pays pourront aussi assurer les formations, la balle est dans le camp des formateurs», a aussi assuré le ministre. «Nous essayons de lier la théorie à la pratique.

C'est un travail de longue haleine, mais vous allez créer une formation durable. Il s'agit d'un partenariat gagnant-gagnant a déclaré pour sa part l'ambassadeur de Chine qui a, en outre, invité les formateurs algériens à se rendre en Chine en vue de participer à des stages autour du projet de la Grande mosquée d'Alger.

F.-Z. B.

L'EMPLOI DANS LE GRAND SUD

Sellal annonce ses grandes mesures

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a signé, hier lundi, une instruction portant «programme spécial d'urgence pour l'emploi au profit des dix wilayas du sud du pays», comme nous l'annoncions dans notre précédente édition. Un programme qui donnera, désormais, la priorité aux habitants de ces dix wilayas dans l'accès aux embauches au niveau des entreprises publiques.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Préparé depuis la visite de Abdelmalek Sellal dans la wilaya de Ouargla en novembre 2012, ce programme spécial a été peaufiné au cours d'un conseil interministériel dimanche dernier et qui avait repris ses travaux en commission, hier lundi.

Y ont pris part, outre le Premier ministre,

les ministres de l'Intérieur, de l'Energie, du Travail, de l'Agriculture, des Ressources en eau, de la Formation professionnelle, du Tourisme, du Commerce ainsi que le P-dg de Sonatrach.

L'instruction de Sellal, dont nous avons eu accès, se décline en six volets : recrutement ; rémunération ; amélioration de la qualification de la main d'œuvre locale ; soutien à la création de microentreprises ; suivi de la mise en œuvre des décisions ; contrôle et suivi. Parmi les mesures phares que Sellal annoncera samedi prochain à partir de Béchar où il sera en visite, il y a celle interdisant, désormais, à toute entreprise publique «de procéder à des recrutements hors wilaya, lorsque cela peut se faire au niveau local (...) Exceptionnellement, l'entreprise peut le faire

hors wilaya, sur dérogation du wali après constat de déficit de main-d'œuvre qualifiée ou disponible localement».

Problème majeur concernant les demandeurs d'emploi dans lesdites wilayas, la qualification bénéficie de plusieurs mesures gouvernementales. Ainsi, outre l'ouverture de centres de formation par la Sonatrach, dont celui pilote de Ouargla lancé en novembre 2012 et qui ouvrira fin avril prochain, les écoles de tourisme de Tizi Ouzou et de Boussaâda devront désormais former des étudiants originaires du Grand Sud pour les métiers de l'hôtellerie, restauration, etc.

Autre problème de taille, celui des disparités salariales, constatées au niveau de ces wilayas, entre ce qu'offrent Sonatrach et les autres entreprises, pour le même travail.

Désormais, lesdits salaires seront tous majorés à hauteur de 80% de ce qu'offre Sonatrach pour le même travail.

Les deux organismes d'emploi qui sont l'Anem et l'Ansej seront les seuls habilités à proposer de la main-d'œuvre pour toutes les entreprises publiques. De même que les banques seront instruites pour l'octroi de crédit au profit de microentreprises, sans intérêt, alors que la Sonatrach sera tenue de réserver les contrats de sous-traitance à ces mêmes microentreprises prioritairement.

Ce programme sera chapeauté, au niveau de chaque wilaya, par une commission présidée par le wali avec obligation de remettre des rapports-bilans mensuels au Premier ministre.

K. A.